



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 boulevard Magenta – 75 010 Paris

Tél. : 01 53 38 99 99 – www.mrap.fr

## Service juridique du MRAP. Bilan 2022

En 2022, le service juridique du MRAP national a :

- Apporté environ 140 réponses juridiques à la suite de signalements relatifs à diverses infractions à caractère raciste (via des entretiens visuels, téléphoniques ou des réponses sous forme électronique) à l'attention de particuliers ;

- Apporté environ 50 réponses juridiques (via des entretiens visuels, téléphoniques ou des réponses sous forme électronique) à l'attention des Comités locaux ;

- Déposé 9 plaintes simples au nom du MRAP national dans des affaires sensibles :

- contre Éric ZEMMOUR qui, le 26 janvier 2022, sur la chaîne de télévision Public Sénat, a déclaré que la délinquance en France était quasi exclusivement le fait « *des immigrés ou des enfants d'immigrés* » ;
- contre Éric ZEMMOUR qui, le 8 avril 2022, soit 2 jours avant le premier tour des élections présidentielles, a laissé son équipe de campagne envoyer un SMS s'adressant explicitement et spécifiquement aux « *Français de confession juive* » ;
- contre X en raison de divers propos haineux tenus par Éric ZEMMOUR entre 2019 et 2021 à l'antenne de la chaîne de télévision CNEWS ;
- contre Dieudonné MBALA MBALA qui, le 10 janvier 2022, a publié une vidéo en ligne dans laquelle il affirme que son ami, le pianiste français Stéphane Blet, a été tué par « *LA MAFIA JUIVE* » ;
- contre Jérôme BOURBON, directeur de publication de l'hebdomadaire français d'extrême droite « *Rivarol* », qui s'est laissé une énième fois aller à vomir sa haine des juifs dans une vidéo diffusée le 1er avril 2022 sur la chaîne du militant suprémaciste blanc Daniel Conversano ;
- contre les dirigeants du restaurant parisien « *Manko* », soupçonné d'avoir refusé de laisser entrer des personnes noires le 16 juillet 2022 ;
- contre une quinzaine de membres du groupuscule Action Française, qui se sont introduits dans le jardin de la Mairie de Stains (Seine-Saint-Denis) le 8 octobre 2022, où ils ont proféré des propos racistes ;
- contre Marc TAULELLE, adjoint au maire de Nîmes, qui a tenu des propos haineux envers les musulmans et les immigrés dans une interview accordée au magazine Objectif Gard publiée en ligne le 30 août 2021 ;
- contre l'auteur d'une agression au sabre dans un camp d'exilés du parc de Bercy dans le XIIe arrondissement de Paris le 8 décembre 2021, agression motivée par sa haine des étrangers.

- Opéré 2 signalements judiciaires à l'attention de Procureurs de la République (concernant Éric ZEMMOUR, candidat à l'élection présidentielle au moment des faits, pour des propos tenus le 22

janvier 2022 lors d'un discours à Cannes au cours duquel il a sous-entendu que les « *gens du voyage* » sont tous des « *délinquants* » et concernant Pierre GUERIN, deuxième adjoint au maire de la commune de Mellé (35420), qui en séance publique du Conseil municipal le 29 novembre 2021, a évoqué les habitants de la ville des Mureaux (78130), « *tous emmurés* », selon lui, parce qu'« *il n'y a pas beaucoup de têtes blanches là-bas* »).

- Participé aux réunions de la Commission Juridique du MRAP, actuellement constituée d'une dizaine d'avocats (le dossier « juridique » sécurisé sur le « nuage » du MRAP, contenant par exemple un échantillon des décisions de justice en lien avec l'association, créé pour faciliter le travail de cette Commission, a continué d'être alimenté) ;

- Réalisé ou a apporté son aide à la rédaction d'une dizaine de signalements à l'attention des principaux intéressés afin qu'une solution amiable soit trouvée (signalements envers des particuliers, des médias, des entreprises, des établissements scolaires ou encore des institutions publiques) ;

- Signalé environ 55 contenus à caractère raciste publiés sur internet (directement sur les réseaux sociaux concernés ou par l'intermédiaire de PHAROS et de la plateforme Point de Contact) ;

- Surveillé les sites internet et les actions d'organisations d'extrême droite (notamment Égalité et Réconciliation, Démocratie Participative, Blanche Europe, Résistance Républicaine, Dreuz Info, Génération Identitaire, Français de Souche, Riposte laïque, etc.) ;

- Sensibilisé les militants du MRAP et près de 1 000 professionnels du droit à la lutte juridique contre le racisme par l'intermédiaire d'une lettre d'information trimestrielle adressée de manière électronique aux militants, avocats de divers barreaux de France, à des juristes ainsi qu'à des Procureurs de la République ;

- Soutenu 9 actions contre le racisme déjà engagées sur le plan procédural par l'intermédiaire d'interventions volontaires (devant les Conseils de prud'hommes ou les Tribunaux administratifs) ou de constitutions de partie civile (devant les Tribunaux de police, correctionnels ou les Cours d'assises) ;

- Formé 2 stagiaires et 1 bénévole à la lutte contre le racisme et les discriminations.

